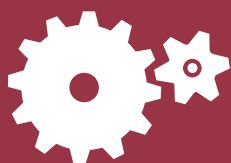




LE GUIDE JURIDIQUE DE LA CONCESSION DE SERVICES

LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC



Collection
Mode d'emploi





Première partie : Concessions et Epl 8

I. LA CONCESSION DANS LA COMMANDE PUBLIQUE ... 9

1. La définition du contrat de concession 12

- 1.1 L'évolution de la notion de contrat de concession 12
- 1.2 Le contrat de concession au sens du Code de la commande publique 12

2. Les acteurs du contrat de concession 14

- 2.1 Les autorités concédantes 14
 - 2.1.1 Les pouvoirs adjudicateurs 14
 - 2.1.2 Les entités adjudicatrices 15
- 2.2 Les opérateurs économiques 15

3. Typologie des concessions 16

- 3.1 Les concessions de travaux et les concessions de services 16
 - 3.1.1 Les concessions de travaux 16
 - 3.1.2 Les concessions de services 16
- 3.2 Les contrats mixtes et les contrats de concession mixtes 17
 - 3.2.1 Les contrats mixtes 17
 - 3.2.2 Les contrats de concession mixtes 17
- 3.3 Les concessions d'aménagement 18

II. L'EPL CONCESSIONNAIRE 19

1. Considérations communes à l'ensemble des Epl 19

- 1.1 Concession, objet social et compétences des collectivités actionnaires 20
- 1.2 Société en cours de constitution 20
- 1.3 Application du régime des conventions réglementées 21
- 1.4 Outils de financement extracontractuels 22
- 1.5 Recours au détachement et à la mise à disposition d'agents publics 22

2. La Sem concessionnaire 23

- 2.1 Le principe de soumission de Sem aux règles de publicité et de mise en concurrence 23
- 2.2 L'organisation de la procédure d'attribution d'un contrat de concession à une Sem 24

3. La Spl concessionnaire 25

- 3.1 La relation de quasi-régie et l'organisation du contrôle analogue 25
- 3.2 L'importance du lien contractuel 27

4. La SemOp concessionnaire 28

III. L'EPL CONCÉDANTE 29

1. L'Epl, pouvoir adjudicateur et/ou entité adjudicatrice 29

- 1.1 L'Epl, pouvoir adjudicateur 29
- 1.2 L'Epl, entité adjudicatrice 30

2. Spécificités liées aux contrats de la commande publique passés par une personne privée 31

Deuxième partie : Passation des concessions 32

I. LA PRÉPARATION DU CONTRAT DE CONCESSION ... 33

1. La liberté de choisir de recourir à la concession 33

2. La nécessité de définir préalablement ses besoins 34

- 2.1 La nature et l'étendue des besoins doivent être déterminées avant le lancement de la consultation 34
 - 2.1.1 Définir correctement la nature du besoin à satisfaire 34
 - 2.1.2 Déterminer précisément l'étendue des besoins à satisfaire 34
 - 2.1.3 Anticiper les évolutions possibles du périmètre du besoin 35

2.1.4 Recenser les éventuelles contraintes juridiques	35
2.1.5 Prendre en compte des « objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale »	35
2.2 La définition des prestations attendues par référence à des spécifications techniques et fonctionnelles	36
3. La mutualisation	37
4. La possibilité de réserver une concession à des catégories particulières d'opérateurs économiques	37
5. Le contenu du contrat de concession	38
5.1 Le contrat de concession est généralement un contrat administratif	38
5.2 Le contenu du contrat de concession	39
5.2.1 L'interdiction des clauses étrangères au contrat (L. 3114-1 du CCP)	39
5.2.2 Les conditions financières du contrat de DSP : droit d'entrée, redevance et fixation des tarifs (L.3114-4 à L. 3114-6 du CCP).....	39
5.2.3 La durée du contrat de concession doit être limitée (L. 3114-7 et L. 3114-8 du CCP).....	40
5.2.4 L'exécution d'une part du contrat par des tiers	41
5.2.5 L'interdiction pour le concessionnaire de se voir transférer des pouvoirs de police.....	41

II. LA PROCÉDURE DE PASSATION DU CONTRAT DE CONCESSION

42

1. La détermination des règles procédurales applicables	42
1.1 La détermination des règles de passation de la concession par l'autorité concédante.....	42
1.1.1 La distinction entre les concessions de droit commun et les autres concessions	42
1.1.2 Comment déterminer la valeur estimée du contrat de concession ?	43
1.2 Les conditions de conclusion d'un contrat de concession sans publicité ni mise en concurrence sont limitées.....	44
2. La procédure de passation des concessions de droit commun	45

2.1 L'approbation préalable du choix du recours à une délégation de service public	45
2.1.1 La consultation de la CCSPL	46
2.1.2 La consultation du Comité technique	46
2.2 L'absence de dématérialisation intégrale de la procédure de passation de la concession	47
2.3 La mise en œuvre d'une publicité préalable	48
2.4 La phase de sélection des candidatures	49
2.4.1 Le délai de réception des candidatures	49
2.4.2 Qui peut candidater ?	49
2.4.3 Quid de l'autorité compétente pour examiner les candidatures ?	50
2.4.4 La sélection des candidats retenus.....	51
2.5 La phase de sélection des offres	53
2.5.1 Quid du délai de réception des offres ?	53
2.5.2 Quid de l'ouverture des offres initiales ?	53
2.5.3 Quid de la négociation des offres remises ?	53
2.5.4 Quid du choix des offres ?	54
2.6 L'achèvement de la procédure	56
2.6.1 Les formalités préalables à la signature de la concession.....	56
2.6.2 Les formalités postérieures à la signature de la concession.....	57
2.6.3 L'abandon de la procédure pour motif d'intérêt général	58

3. Les règles particulières à la passation de certains contrats de concession

58

Troisième partie : Exécution des concessions

60

I. LES OBLIGATIONS DU CONCÉDANT ET DU CONCESSIONNAIRE

64

1. Les obligations, autres que financières, de la concession	64
1.1 L'objet et le périmètre de la concession	64
1.2 Le principe d'exécution personnelle et l'exécution de la concession par des tiers	65
1.3 La maîtrise d'ouvrage et les investissements	66

1.4	L'occupation du domaine public	67
1.5	La mise à disposition de données	68
1.6	Les clauses, autres que financières, spécifiques aux DSP	68
2.	L'exécution financière des concessions	69
2.1	Les règles d'exécution financière communes à toutes les concessions	69
2.1.1	La tarification, les droits d'entrée, les redevances	69
2.1.2	La facturation et les délais de paiement	70
2.1.3	L'encaissement de recettes publiques	70
2.2	Les règles d'exécution financière propres aux DSP	71
2.2.1	La tarification des services publics	71
2.2.2	Le financement des services publics industriels et commerciaux.....	72
2.2.3	La réglementation des aides d'État : les compensations de service public.....	73
3.	Les aléas d'exécution	74
3.1	La force majeure	74
3.2	L'imprévision	76
3.3	Le fait du prince	77
3.4	Les circonstances exceptionnelles	77

II. LA MODIFICATION DES CONCESSIONS 78

1.	Les six hypothèses de modifications autorisées par les textes	78
2.	Modalités particulières de modification	82
2.1	La prolongation de la durée des concessions.....	82
2.2	Le pouvoir de modification unilatérale	83
2.3	La prolongation en période de circonstances exceptionnelles	83

III. LA FIN DE CONTRAT..... 84

1.	Les causes de fin de contrat	84
1.1	La résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général	84

1.2	La résiliation pour cas de force majeure	84
1.3	La résiliation pour faute	85
1.4	La résiliation au motif que le concessionnaire relève d'un motif d'exclusion de la commande publique.....	86
1.5	La résiliation ou résolution judiciaire de la concession	86
1.6	Les autres cas de résiliation	86

2. Le sort des biens : biens de retour, de reprise, biens propres 87

2.1	Les biens de retour.....	87
2.2	Les biens de reprise	88
2.3	Les biens propres.....	88

3. Le sort des engagements du concessionnaire..... 89

IV. CONTRÔLE, SANCTIONS ET LITIGES 90

1. Les pouvoirs de contrôle du concédant..... 90

1.1	Le rapport d'information (rapport annuel du concessionnaire).....	90
1.2	Les autres prérogatives de contrôle	91

2. Les pouvoirs de sanction du concédant..... 92

2.1	Les sanctions pécuniaires	92
2.2	La mise sous séquestre	92
2.3	La résiliation pour faute	92

3. Régime du contentieux de l'exécution 93

3.1	Le règlement alternatif des différends	93
3.1.1	La conciliation ou la médiation	93
3.1.2	La transaction (article 2044 du Code civil).....	93
3.1.3	L'arbitrage.....	94
3.2	Le règlement juridictionnel des différends	94
3.2.1	La concession présentant le caractère de contrat administratif	94
3.2.2	La concession présentant le caractère de contrat de droit privé.....	95



LE GUIDE JURIDIQUE DE LA concession de services :

LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

Remerciements

Cette publication est l'oeuvre conjointe de la Fédération des élus des Entreprises publiques locales et du cabinet Adaltys. Nous les remercions pour leur implication et précision dans cette étude.





LE GUIDE JURIDIQUE DE LA CONCESSION DE SERVICES

LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

© 2022
Fédération des élus des Entreprises publiques locales
14 rue de la Tombe-Issoire, 75014 Paris

Création graphique : O tempora

ISBN : 978-2-35655-092-7

